

GEORGIE : LA FAILLITE DE LA POLITIQUE RUSSE

Thornike Gordadzé

Responsable de L'Observatoire du Caucase à l'IFEA
(Institut Français d'Etudes Anatoliennes)

Après avoir soutenu les territoires sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, Moscou recourt désormais au blocus et à la chasse à l'homme pour soumettre la Géorgie à sa volonté et empêcher son rapprochement avec Washington.

Les tensions entre la Russie et la Géorgie qui se sont traduites ces dernières semaines par la suspension unilatérale par Moscou des voies de communication avec sa voisine récalcitrante, par la véritable chasse aux Géorgiens instaurée dans les grandes villes russes, et même par la persécution des citoyens russes simplement originaires de Géorgie ont un fondement plus solide que la simple antipathie que se vouent les deux présidents : Vladimir Poutine et Mikhaïl Saakachvili.



Depuis 1991, la Géorgie est la République de l'ex-URSS avec laquelle la Russie connaît les relations les plus difficiles. Tous les gouvernements géorgiens se sont opposés à son hégémonie sur l'espace postsoviétique. Afin de « ramener Edouard Chevardnadzé (1) à la raison », la Russie de Boris Eltsine est donc massivement intervenue dans les conflits d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud dès le début des années 90. Des conflits qui ont abouti à la victoire des sécessionnistes et au nettoyage ethnique de la majorité géorgienne dans ces deux territoires. La Russie a également eu recours à de multiples tentatives de déstabilisation et à des pressions économiques sur Tbilissi, telles que la suspension régulière des livraisons d'énergie, de préférence durant les semaines les plus froides de l'année.

Depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Saakachvili en 2003 à l'issue de la « Révolution des roses », les progrès accomplis sur la voie d'intégration du pays à l'Otan (la Géorgie a obtenu cette année l'ouverture du « dialogue intensif », prélude au programme de l'adhésion *per se*) et la mise en service du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, les réactions russes sont devenues encore plus virulentes. Ainsi, l'octroi à partir de 2001 de la citoyenneté russe à la population des territoires abkhaze et ossète, échappant *de facto* au contrôle du gouvernement central géorgien, l'intervention pesante de Moscou dans les élections présidentielles en Abkhazie à l'automne 2004 ou la nomination d'officiers de l'armée et du FSB (services secrets) russes dans les gouvernements sécessionnistes s'inscrivent dans la stratégie du Kremlin qui entend empêcher le rapprochement de la Géorgie avec les Etats-Unis. Ces pressions se sont avérées totalement contreproductives : au lieu de revenir dans le giron russe, Tbilissi s'est davantage rapprochée de l'Otan et de Washington – seuls garants de l'indépendance aux yeux des Géorgiens.

La récente crise fait suite à l'arrestation en Géorgie d'officiers russes travaillant pour le GRU (renseignements militaires russes), accusés d'espionnage mais aussi de participation à des attentats et sabotages sur le territoire géorgien. Cette crise, à bien des égards, s'inscrit plus dans la continuité que dans la rupture. Néanmoins, les réactions russes sont plus fortes encore que par le passé. Pour la première fois, Moscou tente de déstabiliser Tbilissi en faisant pression sur la diaspora géorgienne vivant et travaillant en Russie. Aux yeux des stratèges russes, l'interdiction des

transferts d'argent vers la Géorgie et l'expulsion des centaines de Géorgiens sont supposées susciter un mouvement populaire contre Mikhaïl Saakachvili. Et aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Kremlin espère même une poussée de russophilie au sein de la population géorgienne.

Cette stratégie est extrêmement dangereuse pour la société russe elle-même. Car la xénophobie est cette fois directement encouragée par l'Etat, qui donne le feu vert à tous les abus policiers, mais aussi aux groupuscules d'extrême droite dont la spectaculaire montée en Russie n'est plus un secret. Ce faisant, Moscou révèle surtout la faiblesse de sa politique régionale. Une fois encore, la Russie tente d'« *agenouiller la Géorgie* » (2). Mais comme par le passé, ses actions renforcent la légitimité du gouvernement géorgien au lieu de l'affaiblir. Dès le début de la crise, de nombreux partis de l'opposition ont ainsi apporté leur soutien à la politique extérieure de Mikhaïl Saakachvili.

La Russie escompte que sa position sur le marché mondial des hydrocarbures et son rôle dans les dossiers iranien et nord-coréen aplaniront les éventuelles critiques occidentales. En fait, la communauté internationale est désormais confrontée à la réalité du conflit entre Moscou et Tbilissi. Aujourd'hui, seuls peuvent encore faire semblant de croire que la Russie est une simple médiatrice dans les conflits abkhaze et ossète ceux qui ont décidé de se ranger à tout prix derrière Poutine. Et de fermer les yeux au nom du principe de la séparation « *des actions morales et actions économiques* » (3) sur les violations des droits de l'homme et du droit international perpétrées par son régime.

(1) Président géorgien de 1992 à 2003.

(2) L'expression fut employée par le ministre de la Défense russe Pavel Gratchev en 1993.

(3) Le président français Jacques Chirac au sujet de la Russie au sommet européen de Lahti, cité dans *Libération* du 21-22 octobre 2006.